



CONSEIL NATIONAL DES CHÔMEURS ET CHÔMEUSES

Revue de presse du Conseil National des Chômeurs et Chômeuses (CNC) - 02 décembre 2008

Notre revue de presse publie des articles parus dans la presse d'ici et d'ailleurs. Les opinions émises dans ces textes ne reflètent pas nécessairement les positions du CNC ou de ses membres. Le choix des articles est basé sur quatre grandes thématiques : l'assurance-emploi, l'assurance-chômage, l'économie et le marché du travail. Pour terminer, la revue de presse du CNC n'a qu'un seul but, soit celui de vous informer.

Bonne lecture !

Comité communication-CNC

La Presse, 2 décembre 2008 - La crise à ottawa : Mesures économiques proposées par la coalition (Libéral - NPD)

Stimuler l'économie

Un gouvernement de coalition s'engage à accélérer et à augmenter les investissements pour les infrastructures. Plus d'argent pour la construction et la rénovation de logements, ainsi que pour les secteurs manufacturier, forestier et automobile.

Soutenir les plus touchés

Un gouvernement PLC-NPD veut assouplir les critères de l'assurance emploi et éliminer l'actuelle période d'attente de deux semaines. Baisse des retraits obligatoires des FEER de 50% et aide accrue aux familles si les finances le permettent.

Repartir à neuf

La coalition entend mettre certaines politiques conservatrices au panier. Par exemple en annulant les compressions dans la culture et en restaurant le financement des agences de développement économique régional.

Lutter contre la pollution

Le gouvernement de coalition s'engage à collaborer avec les États-Unis et le Mexique pour établir un système d'échange des droits d'émission de gaz à effet de serre, accompagné d'objectifs de réduction basés sur 1990 comme année de référence.

Assainir le système financier

Un gouvernement PLC-NPD s'engage à travailler avec la communauté internationale à l'élaboration d'une nouvelle architecture financière mondiale.

Équilibrer le budget

La nouvelle réalité exige du gouvernement canadien qu'il stimule activement l'économie pour les deux prochaines années. Le gouvernement de coalition s'engage toutefois à revenir aux budgets excédentaires en quatre ans.

La Presse, 2 décembre 2008 - La crise à ottawa : Les contorsions d'une coalition

C'est l'une des premières choses qu'a dites Stéphane Dion, le plus invraisemblable des leaders politiques du pays, qui attend d'être sacré premier ministre cependant que son parti prépare son oraison funèbre. Devant les difficultés qui s'annoncent, son gouvernement de coalition ne restera pas les bras croisés.

C'est un euphémisme à lire le programme de relance auquel libéraux et néo-démocrates ont souscrit, avec la caution des bloquistes. En fait, ce programme est tellement chargé de priorités -un travers typiquement libéral- qu'on voit mal comment un gouvernement passera au travers de la liste en 30 mois, même à supposer que cette coalition tienne jusqu'en juin 2011. Un coup parti, se sont-ils dit, pourquoi ne pas réformer l'immigration?

Ce programme part d'un bon constat. Le gouvernement peut et doit agir, autant que faire se peut, pour atténuer les effets de la crise. Et s'il aggrave le déficit budgétaire qui pointe à l'horizon, ainsi soit-il. La peur du rouge ne doit pas devenir une phobie. Pourvu que le Canada corrige le tir ensuite, ce que la coalition s'engage à faire en renouant avec les surplus d'ici quatre ans.

Le hic, c'est qu'on ignore combien coûteront les mesures présentées hier, ce qui donne à ce programme les allures d'une ébauche. Jusqu'à quel point est-ce que le

Canada s'enfoncera? Ce n'est pas un détail.

Cela dit, il y a de bonnes mesures dans ce programme. Sans surprise, un gouvernement rouge orange accélérerait les investissements dans les infrastructures. Dans le budget 2007, les conservateurs s'étaient engagés à y investir 33 milliards de dollars sur sept ans, mais seulement 6,2 milliards ont été déboursés jusqu'à maintenant. Ainsi, le gouvernement peut encore investir 27 milliards, ce qui équivaut à 1,7% du produit intérieur brut, a calculé Stéphane Marion, économiste en chef de la Banque Nationale.

Pierre Paquette, critique du Bloc en finances, croit que les astres sont enfin alignés pour que le train à haute vitesse entre Québec et Windsor démarre, un projet immobilisé depuis 20 ans. Yes we can!

Autre engagement très significatif: une réforme en profondeur de l'assurance emploi. Les chômeurs n'auront plus à attendre deux semaines avant de toucher leur premier chèque.

Surtout, la coalition dirigée par Stéphane Dion mettra fin au détournement des surplus de la caisse d'assurance emploi -ce qui ne manque pas d'ironie quand l'on sait que ce sont les libéraux qui ont allègrement pigé dans ces surplus.

Le gouvernement créera une société d'État pour administrer le programme. Tous les revenus de cotisations serviront à indemniser et à former les chômeurs. Ainsi, la lutte aux déficits ne se fera plus sur le dos des travailleurs et des employeurs, qui ont involontairement contribué pour des dizaines de milliards à la "cause".

Le gouvernement de coalition se targue aussi de ne pas rester insensible aux malheurs des industries manufacturières et forestières. Il aidera ces industries à se moderniser et à se diversifier, à la condition -et c'est important- que celles-ci déposent un plan de redressement crédible.

La coalition s'engage à rétablir le financement des programmes culturels, ce qui sera bien accueilli au Québec. Rappelons que pour économiser 45 millions et "assainir" les moeurs de l'industrie, les conservateurs ont joué du ciseau dans 14 programmes.

C'est beaucoup et c'est assez pour atténuer les effets de cette crise. Ce programme de relance, la raison d'être officielle de cette coalition, aurait dû s'arrêter là. Mais, pour que la colle qui cimente cette alliance tienne, les partis se sont livrés à toutes sortes de compromis et de contorsions, avec des résultats bancals.

Le meilleur exemple, c'est la volonté annoncée de réduire les gaz à effet de serre, bien qu'on ne précise pas dans quelle mesure. C'est une mesure louable et même souhaitable, mais ce n'est pas avec cela qu'on relance une économie nord-américaine chancelante. D'autant que le gouvernement de coalition propose d'utiliser 1990 comme année de référence, à l'instar de l'accord de Kyoto, ce qui en fera une cible très ambitieuse à atteindre, de l'aveu même de certains écologistes.

Stéphane Dion ne pouvait revenir avec son archi impopulaire taxe sur le carbone, qui explique en partie sa défaite aux dernières élections. Mais le système que le gouvernement de coalition compte mettre en place -prôné par les néo-démocrates- est plus malavisé que la taxe sur le carbone, qui était plus critiquée par son imposition inopportune et par l'emploi à toutes les sauces de son produit.

Le système de négociation des droits de pollution est plus complexe et lourd à administrer qu'une taxe. Pis, il ouvre la porte à du favoritisme dans l'allocation des crédits de pollution.

Surtout, cette proposition risque de jeter de l'huile sur le feu qui brûlera dans l'Ouest, notamment en Alberta, le fief des conservateurs. Déjà que la légitimité de Stéphane Dion sera contestée, le chef libéral n'ayant récolté que 26% du vote populaire aux dernières élections. Imaginez si, en plus, la coalition se propose de leur faire avaler des mesures de réduction des émissions à la sauce de Kyoto, l'Ouest se rebellera.

Et c'est peut-être ce qui tuera cette coalition.

Sophie Cousineau

Cyberpresse, 2 décembre 2008 - Objectif: traverser la crise économique

La coalition annoncée hier par les chefs libéral, néo-démocrate et bloquiste a promis de réagir «efficacement, prudemment, rapidement et adéquatement» à la crise économique.

Les trois chefs ont d'abord reconnu qu'ils n'avaient d'autre choix que de commencer à redresser la situation économique par un constat troublant: «Le point de départ du gouvernement fédéral est le déficit.»

N'empêche, disent-ils, que cela ne les déchargera pas de «la nécessité de stimuler l'économie comme en font foi les ententes conclues par tous les pays membres du G20».

Il y aura donc des déficits budgétaires engendrés par la nécessité de remettre sur pied l'économie canadienne, mais ces déficits, précise l'entente signée entre les trois partis, ne devront pas s'étaler sur plus de quatre ans.

Si la nouvelle coalition accède au pouvoir, elle verra à stimuler l'économie en commençant par verser plus rapidement les fonds destinés aux infrastructures tout en les bonifiant pour de nouveaux projets municipaux et intergouvernementaux. Les Premières Nations auront également droit à une partie de cette cagnotte.

Le gouvernement de coalition construira aussi de nouveaux logements et encouragera la rénovation.

Les secteurs durement touchés par la crise, dont les secteurs manufacturier, forestier et automobile, seront secourus grâce à de nouveaux investissements.

Pour les individus qui subissent le plus durement les contrecoups de la crise, la coalition prévoit une aide pour faciliter le perfectionnement des compétences. Elle prévoit de plus modifier la loi sur l'assurance emploi afin de créer une nouvelle société d'État qui garantira que «tous les revenus tirés des primes de l'assurance emploi servent à l'octroi de prestations et à de la formation pour les travailleurs». La période d'attente actuelle avant de toucher des prestations sera éliminée.

La nouvelle coalition s'engage également à abaisser de 50% le retrait minimum requis des Fonds enregistrés de revenu de retraite (FERR) pour 2008, à réformer les lois sur la faillite et l'insolvabilité afin de mieux protéger les pensions. Elle s'engage à mettre en oeuvre un programme de soutien au revenu pour les travailleurs âgés qui ont perdu leur emploi, question de les aider à faire la transition entre l'emploi actif et leurs prestations de retraite.

Un gouvernement PLC-NDP rétablira les subventions à la culture qui ont été éliminées par le gouvernement Harper. Il soutiendra la Commission canadienne du blé et la gestion de l'offre. Il restaurera aussi le financement des agences de développement économique régional en faveur des organisations de développement à but non lucratif.

Si les finances publiques le permettent, la nouvelle coalition a l'intention de bonifier les prestations pour enfants et de mettre sur pied un programme d'éducation

préscolaire et de garde d'enfants en partenariat avec chaque province, dans le respect de leur rôle et de leur juridiction, avec possibilité de retrait avec pleine compensation financière.

La coalition va aussi créer un conseil économique prestigieux qui la guidera dans ses prises de décision, selon des sources. Ce conseil comprendra l'ancien premier ministre Paul Martin, l'ancien premier ministre du Nouveau-Brunswick Frank McKenna, l'ancien premier ministre néo-démocrate de la Saskatchewan Roy Romanow et l'ancien ministre libéral John Manley.

Ces mesures pour stimuler l'économie n'ont pas été chiffrées hier, mais elles pourraient facilement atteindre 30 milliards de dollars, selon divers experts.

Gilles Toupin

Canoe, 2 décembre 2008 - La crise politique fédérale suscite cynisme et espoir : Entrevue avec le gestionnaire de portefeuille Stephen Jarislowsky

La crise politique qui risque de faire basculer le gouvernement de Stephen Harper suscite à la fois du cynisme et de l'espoir dans le monde des affaires et dans les milieux syndicaux.

« Je ne m'en suis jamais caché. Je n'ai pas beaucoup de respect envers les politiciens. Je ne crois pas que la coalition qu'on souhaite former va changer quoi que ce soit. On va continuer de se bagarrer pour le pouvoir à Ottawa », a tranché le gestionnaire Stephen Jarislowsky.

Il ne croit pas que la réalité politique et économique changera véritablement avec l'entrée en scène d'un gouvernement de coalition (Parti libéral-NPD-Bloc québécois), au surplus dirigé par Stéphane Dion...

« On peut bien mettre Harper à la porte pour lui faire un mauvais parti. Mais, au bout du compte, on ne sera pas plus avancé. Le pays est au bord de la dépression. Ça coule de partout », évoque-t-il sur un ton fataliste.

Pas rassembleur

Laura Urtnowski, présidente de l'Association des microbrasseries du Québec et PDG des Brasseurs du Nord, à Blainville, déplore elle aussi que Stephen Harper n'ait pas joué son rôle de « rassembleur ».

« Comment se fait-il qu’aux États-Unis on voit un président de la trempe de Barack Obama tendre la main aux républicains tandis que chez nous, on se dispute, on voit Harper narguer les autres partis politiques ? » s’est-elle demandé.

Sans minimiser le rôle de cette coalition – qui porterait au pouvoir le libéral déchu Stéphane Dion –, Laura Urtnowski s’interroge sur la capacité des trois partis politiques de « travailler ensemble ».

Pas réaliste

Frank A. Dottori, ex-président de la forestière Tembec, est plutôt cinglant. « Avec un gouvernement de coalition, on va peut-être dépenser moins pour le militaire, pour les bombardements en Afghanistan. On va, je l’espère, mettre de l’argent pour sauver l’industrie forestière, qui agonise », analyse-t-il.

Il hésite à applaudir l’entrée en scène de la coalition, qui serait tentée, craint-il, de dépenser de fortes sommes d’argent dans une économie qui vacille.

« J’ai bien peur qu’on donne trop d’argent pour tirer d’impasse l’industrie de l’automobile (en Ontario). La coalition pourrait nous coûter cher, très cher, et nous mettre dans le trouble pour les cinq prochaines années.

« Je ne suis pas d’accord avec l’immobilisme. Il faut intervenir pour sauver nos usines. Mais allons-y lentement. Tout peut évoluer tellement rapidement ! » souligne l’entrepreneur qui vit à Témiscaming.

Agir d’abord

Pour sa part, le PDG du Conseil québécois de l’industrie forestière (CQIF), Guy Chevrette, refuse de déboucher la bouteille de champagne même si le gouvernement de coalition a évoqué la possibilité de débloquer des milliards de dollars dans la forêt.

« Je le croirai quand ce sera fait. Je ne veux plus entendre des politiciens nous promettre de l’argent pour sauver notre industrie.

Agissez d’abord ! » a commenté le bouillant porte-parole de l’industrie.

Une bonne affaire...

L’émergence d’un gouvernement « multicolore » – avec les libéraux, les néo-démocrates et les bloquistes – semble plaire au secrétaire général de la FTQ, René Roy.

« C'est une maudite bonne affaire ! On avait appuyé le Bloc québécois pour éviter les coups de hache des conservateurs », a affirmé le syndicaliste.

Il croit que les travailleurs pourraient bénéficier de cette nouvelle approche plus socialisante du NPD et du Bloc québécois.

« On pourra pousser sur les dossiers de l'assurance-emploi et de l'équité salariale, de même que sur les lois anti-scabs et les programmes pour les travailleurs plus âgés », a-t-il dit.

Yvon Laprade

La Presse, 2 décembre 2008 - N'ajustez pas votre appareil

Que Stephen Harper réussisse à sauver son gouvernement quelques semaines par prorogation du Parlement ou qu'il soit battu aux Communes la semaine prochaine, il semble désormais acquis qu'il perdra le pouvoir.

Mais le Parti conservateur perdra plus que le pouvoir à cause d'un pari mal avisé de son chef; il perdra les fruits d'années d'efforts pour reprendre sa place sur l'échiquier politique canadien.

Après avoir patiemment forgé l'alliance des forces de droite sous un même chapeau, après avoir chassé les libéraux du pouvoir et après s'être méthodiquement rapproché de la majorité, Stephen Harper a tout balancé en essayant, à des fins bêtement partisans, de faire avaler des capsules de cyanure aux partis de l'opposition.

Chose certaine, Stephen Harper a déjà perdu le respect de nombreux conservateurs, renversés de voir le pouvoir si chèrement gagné leur glisser entre les mains.

«J'ai beau chercher, je ne vois pas comment les brillants stratèges ont pu faire preuve d'un tel excès de confiance, ou d'arrogance, ce qui serait encore pire!» maugréait hier matin un conservateur en poste au gouvernement.

Cette fatale erreur stratégique ne laisse plus beaucoup de choix à Stephen Harper. La seule façon, maintenant, de sauver sa peau pour quelques semaines, c'est de demander à la gouverneure générale de proroger le Parlement jusqu'en janvier, ce

qui aurait pour effet de reporter le vote de confiance dans quatre ou cinq semaines.

La manoeuvre est désespérée et elle ne fera vraisemblablement que retarder l'inévitable.

Les trois chefs des partis de l'opposition ont fait la preuve hier qu'ils sont prêts - et empressés - de former un gouvernement de coalition pour remplacer celui de Stephen Harper.

N'ajustez pas votre appareil, vous avez bien vu Stéphane Dion (l'incroyable) entouré de Jack Layton et de Gilles Duceppe, hier après midi, en train de parler de gouvernement de coalition dans la grande salle des chemins de fer des Communes. Plus besoin de consommer des substances illicites pour halluciner au Canada, suffit de regarder RDI en direct en plein après-midi.

Première des choses: Stéphane Dion et Gilles Duceppe reviennent sur leur opposition à un gouvernement de coalition exprimée il y a quelques semaines pendant la campagne électorale fédérale.

Le chef libéral avait en effet rejeté un tel scénario avancé timidement par Jack Layton. Gilles Duceppe, lui, disait ceci aux collègues du Soleil, le 8 octobre, à propos d'une collaboration à un gouvernement minoritaire de Stéphane Dion : «C'est un peu faire de la politique-fiction. C'est contre nature, nous sommes un parti souverainiste.»

Pour arriver, en quatre jours seulement, à cette entente historique, MM. Dion, Layton et Duceppe ont dû faire tous trois des reculs importants. Non seulement sur les positions respectives de leur parti, mais sur leurs propres convictions politiques.

Stéphane Dion, abandonne son Tournant vert, le «combat de sa vie», pour se faire imposer un système de plafond d'émissions et d'échanges, qu'il avait rejeté dans son propre programme électoral.

Jack Layton, lui, s'engage à accepter les baisses d'impôts aux entreprises consenties par les précédents gouvernements, une hérésie pour le NPD depuis des années.

Gilles Duceppe, lui, accepte d'appuyer un gouvernement fédéral dirigé par... Stéphane Dion, l'ennemi public numéro un du mouvement souverainiste pendant des années.

M. Duceppe a expliqué que son parti ne jouera pas un rôle formel dans le gouvernement PLC-NPD, donc qu'il n'aura pas de ministre, parce qu'il a été impossible de s'entendre sur des éléments de reconnaissance de la nation québécoise.

Est-ce à dire que le Bloc est ouvert à entrer au cabinet advenant quelques concessions du gouvernement de coalition sur la reconnaissance de la nation québécoise (l'application de la loi 101 aux fonctionnaires fédéraux en poste au Québec, par exemple)?

Pour ajouter à l'ironie, il faut noter que ce gouvernement de coalition, s'il voit le jour, sera en fait autorisé par la gouverneure générale, une institution abhorrée par les souverainistes.

Le Bloc sera donc la pierre angulaire d'un gouvernement nommé par la représentante de la Reine d'Angleterre et dirigée par le père de la clarté référendaire...

Et comme Stéphane Dion n'est pas très populaire au Québec, qui deviendra sa caution? Eh oui, Gilles Duceppe. Encore une fois: n'ajustez pas votre appareil.

Cela dit, le Bloc a obtenu beaucoup dans le «deal». Tellement, en fait, que si tous ces éléments se réalisent, cela convaincra encore quelques Québécois de plus que le Canada, finalement, n'est pas une si mauvaise affaire, après tout.

Rétablissement des subventions aux programmes de développement économique (par exemple, les fonds à Montréal international), même chose pour les programmes en culture amputés par les conservateurs, des améliorations au régime d'assurance emploi et, en environnement, un système de plafond et d'échange («cap and trade», dans le jargon) et des cibles de réduction d'émission de GES au niveau de 1990.

Au Québec, on appelle ça une «entente par compromis». Ailleurs au pays, en particulier dans l'Ouest, on appellera cela un hold-up.

Imaginez un peu la réaction des électeurs conservateurs (le PCC obtenu la majorité dans six des 10 provinces le 14 octobre). Déjà de voir son parti «échapper» le pouvoir aussi bêtement, c'est dur. Mais en plus, voir les libéraux, le NPD et les souverainistes prendre le pouvoir par la porte d'en arrière, c'est trop. Avec Stéphane Dion, en plus, un chef renié par ses propres troupes!

Pas étonnant que les conservateurs parlent d'un coup d'État. D'autant que les libéraux, qui récupèrent le pouvoir par la manoeuvre, envoient Stéphane Dion sur le trône en attendant que les libéraux désignent, dans quatre mois, leur nouveau chef. Et le nouveau premier ministre.

C'est en effet, ce qui se rapproche le plus d'un coup d'État, mais un coup d'État civilisé. Évidemment, nous sommes au Canada, après tout.

Vincent Marissal

Le Devoir, 2 décembre 2008 - La coalition fonce vers le pouvoir

Alors que la coalition libérale et néodémocrate a pris une forme définitive hier et a choisi Stéphane Dion pour chef, le premier ministre Stephen Harper a plaidé pour un sursis. Il invite les trois partis d'opposition à attendre le dépôt du budget avant de renverser son gouvernement minoritaire. D'ici là, les conservateurs entendent gouverner en soupesant leurs options, non révélées pour l'instant.

L'atmosphère était survoltée hier à Ottawa, tout le monde ayant l'impression de vivre des moments historiques. D'abord, les trois candidats au leadership libéral -- Michael Ignatieff, Bob Rae et Dominic LeBlanc -- se sont présentés devant la presse ensemble, souriants, pour annoncer que le caucus appuyait unanimement leur chef Stéphane Dion tandis que la course suivra son cours normal. Si le plan fonctionne, alors M. Dion sera premier ministre jusqu'au 2 mai 2009, quand un successeur lui sera choisi. Si certains libéraux sont mal à l'aise devant cette perspective, aucun ne l'a laissé paraître.

Au terme d'une journée riche en tractations, le Parti libéral, le NPD et le Bloc québécois en sont arrivés à un accord définitif par lequel ils s'engagent à offrir un gouvernement tout en économie.

«Aujourd'hui, mes chers concitoyens, j'ai informé son excellence la gouverneure générale du Canada, la très honorable Michaëlle Jean, de l'accord entre les partis d'opposition, a déclaré M. Dion. Compte tenu des difficultés économiques auxquelles les concitoyens sont confrontés et du fait que l'élection a eu lieu il y a deux mois, j'ai respectueusement recommandé à son excellence qu'elle devrait à la première occasion exercer son pouvoir constitutionnel et inviter le chef de l'opposition officielle à former un gouvernement de collaboration avec l'appui des

deux autres partis d'opposition.»

Pas de gain pour la nation

Les trois chefs, Stéphane Dion, Jack Layton et Gilles Duceppe, ont procédé à la signature officielle de l'accord les liant, jusqu'au 30 juin 2011 dans le cas des deux premiers, un an plus tôt dans le cas du chef bloquiste. «Si nous n'avons pas accepté de soutenir la coalition au-delà de cette date, c'est que nous n'avons pu nous entendre sur un geste concret de reconnaissance de la nation québécoise», a expliqué M. Duceppe.

Pendant la première année, M. Duceppe s'engage à ne pas déposer de motion de censure et à ne pas appuyer celles qu'une opposition conservatrice serait susceptible de présenter. Le Bloc québécois s'engage aussi à voter en faveur des budgets et des discours du Trône du gouvernement pendant la période visée. L'accord pourra être prolongé. En outre, comme la formation souverainiste ne fait pas partie du gouvernement de coalition, un mécanisme permanent de consultation sera mis sur pied.

Comme cela a été révélé hier, le cabinet sera composé de 24 sièges, dont 6 provenant du NPD. M. Dion a précisé que rien ne l'empêcherait de nommer à son cabinet l'un ou l'autre des prétendants au trône libéral. «Il y a amplement de précédents de ministres qui ont été dans une course à la chefferie», a rappelé Dominic LeBlanc. «Quand John Turner est devenu chef, Jean Chrétien était un ministre important dans le cabinet.» L'accord prévoit aussi que ce sera le chef libéral, grand dirigeant de cette coalition, qui procédera aux diverses nominations (au Sénat par exemple) après consultation de son homologue du NPD.

Coût imprévu

La coalition s'engage à accélérer les investissements en infrastructures, à offrir de nouveaux crédits pour des projets municipaux, comme le transport en commun ou l'eau potable, à construire de nouveaux logements, à investir dans les secteurs manufacturier, forestier et automobile. Elle s'engage aussi à modifier la loi sur l'assurance-emploi de manière à créer une caisse autonome s'autofinçant. Les deux semaines de carence imposées aux chômeurs seront aussi abolies, un gain pour le Bloc. La coalition n'annulera pas les réductions d'impôt aux entreprises que Jack Layton avait prises en grippe pendant la campagne électorale.

Enfin, la coalition s'engage à restaurer les fonds des agences de développement économique régional et les 45 millions de dollars supprimés en culture et renoue avec le protocole de Kyoto. Un système d'échange de crédits d'émission de gaz à effet de serre sera mis en place et 1990 sera utilisée comme année de référence

aux fins de calcul des réductions. M. Dion n'ira pas de l'avant avec sa taxe sur le carbone. Quel sera le coût de toutes ces mesures? Impossible de le savoir hier, pas plus que la hauteur du déficit qui s'ensuivrait sûrement.

Un comité de sages économiques devrait être mis en place, composé des anciens ministres libéraux fédéraux des Finances Paul Martin et John Manley et des anciens premiers ministres provinciaux Franck McKenna (libéral du Nouveau-Brunswick) et Roy Romanow (néodémocrate de la Saskatchewan).

Respirons par le nez!

Tout de suite après la conférence de presse des trois chefs en fin de journée, le gouvernement conservateur a dépêché les ministres James Moore (Patrimoine) et Jim Prentice (Environnement) pour demander à tout le monde de «prendre du recul, prendre une grande respiration et faire une pause». «Je viens juste de parler au premier ministre et la situation est très, très sérieuse», a poursuivi M. Prentice sur un ton trahissant la panique.

M. Prentice a soutenu que le gouvernement «considérerait toutes les mesures raisonnables» pour empêcher cette coalition de se matérialiser, sans qu'il fournisse d'exemple pour l'instant. Les conservateurs estiment qu'il s'agit d'un «coup d'État» puisque les citoyens n'ont pas voté pour une telle coalition, d'autant plus que les libéraux et le NPD avaient rejeté l'idée d'une telle coalition en campagne électorale. Les partis d'opposition doivent retourner aux urnes pour obtenir un mandat, selon M. Harper.

Pendant la journée, les conservateurs avaient eux aussi tenu une rencontre extraordinaire de leur caucus. Les visages étaient longs à la sortie. «C'est inacceptable, a lâché Christian Paradis, lieutenant pour le Québec. [Les partis d'opposition] font preuve d'intransigeance extrême. On voit que c'est un coup fourré préparé d'avance. On fait preuve d'ouverture, on est prêts à faire des compromis, mais ils font toujours la sourde oreille.»

Le Parti conservateur estime en outre que l'alliance avec un parti souverainiste est insoutenable. «C'est un pacte avec le diable», a lancé le ministre des Finances à la Chambre des communes, Jim Flaherty. M. Harper, à qui on reproche d'avoir été beaucoup moins rigide envers le Bloc lorsqu'une coalition similaire avait été envisagée en 2004, a déclaré que «ce parti [le sien] ne va jamais considérer une coalition avec le Bloc québécois».

La gouverneure générale, en visite en Europe, n'est toujours pas sur le chemin du retour et doit revenir le samedi 6 décembre, deux jours avant le vote fatidique.

Tout indique, par la déclaration de M. Dion et les réponses de M. Harper à la Chambre, qu'une campagne de persuasion a été lancée à son égard. Car malgré quelques rares précédents, rien ne garantit que Michaëlle Jean, au lieu de dissoudre le Parlement, acceptera la coalition proposée. Lorsqu'on a demandé au ministre Moore si le premier ministre avait parlé à Michaëlle Jean, il a seulement indiqué que «le premier ministre fera une déclaration plus tard à ce sujet».

Attendre le budget

Toute la journée, les partis d'opposition ont répété que le lien de confiance nécessaire entre un gouvernement minoritaire et son opposition était rompu et qu'il n'était plus possible de retourner en arrière. À la période de questions, les Dion, Duceppe et Layton ont tous trois ouvert le bal en remettant en question la légitimité du gouvernement. Le mot «confiance» se retrouvait dans chacune de leurs questions. «Le premier ministre croit-il encore jouir de la confiance de cette chambre?», a demandé M. Dion.

Stephen Harper n'a pas répondu directement, accusant ses adversaires de s'adonner au «plus gros jeu politique de toute l'histoire canadienne». Il demande plutôt un sursis. «Mon avis personnel est qu'on devrait attendre au moins le budget pour déterminer l'avenir d'un gouvernement récemment élu par la population canadienne», a déclaré M. Harper.

Le vote de confiance décisif doit en théorie se tenir lundi soir. Le scénario d'une prorogation du Parlement jusqu'en janvier, pour éviter ce vote, a circulé toute la journée hier, même si le principal expert en parlementarisme, Ned Franks, confiait au Devoir dimanche qu'à son avis, la gouverneure générale ne le permettrait pas. Les libéraux étaient d'ailleurs outrés à cette perspective. «Ce serait de faire fi du Parlement», a déclaré la députée Martha Hall Findlay.

M. Layton a d'ailleurs fait allusion à ce scénario en conférence de presse. «Monsieur le premier ministre, votre gouvernement a perdu la confiance de la Chambre. Il sera défait à la première occasion. Je vous invite à accepter cela avec grâce, à accepter votre nouveau rôle à la Chambre des communes et à accepter le verdict de vos collègues.»

Hélène Buzzetti

Le Droit, 1 décembre 2008 - Une manifestation est prévue jeudi midi sur la colline parlementaire : Les syndicats appuient la nouvelle coalition

L'Alliance de la fonction publique du Canada (AFPC) s'est jointe au mouvement d'appui à la nouvelle coalition politique PLC-NPD, avec le soutien du Bloc québécois, qui souhaite remplacer le gouvernement conservateur minoritaire de Stephen Harper.

Après avoir obtenu des ententes de principe pour quatre des cinq principaux groupes représentant 100 000 de ses membres, lundi de la semaine dernière, l'AFPC n'a pas tardé à embarquer dans le train des opposants à l'énoncé économique présenté par le gouvernement conservateur.

Dans cet énoncé, le gouvernement annonçait un contrôle des salaires et la suppression du droit de grève des employés du secteur fédéral jusqu'en 2010-2011. De plus, il mettait un frein aux plaintes touchant l'équité salariale devant la commission des droits de la personne.

Le principal syndicat en importance dans le secteur fédéral, avec ses 165 000 membres, donne ainsi rendez-vous à ses membres afin qu'ils viennent démontrer leur appui, lors d'une manifestation organisée jeudi midi, sur la colline parlementaire. D'autres manifestations devraient avoir lieu dans d'autres villes du pays.

Plan syndical du CTC

Le Congrès du Travail du Canada (CTC) qui compte plus de trois millions de membres à travers le pays a décidé de partir en campagne afin de dénoncer l'énoncé économique du gouvernement Harper, et de donner son appui à cette coalition PLC-NPD et BQ.

Le plan syndical, mis de l'avant par le CTC pour faire face à cette crise, prévoit des investissements majeurs dans l'infrastructure et les approvisionnements, une réforme de l'assurance-emploi, des mesures pour protéger les retraites des travailleurs, des investissements pour aider à sauvegarder les emplois manufacturiers et forestiers, ainsi que des mesures visant à préserver et étendre les services à la population. La réforme de l'assurance-emploi proposée inclut des conditions uniformes de 360 heures pour toutes les régions, des prestations fondées sur 60 % des gains réalisés pendant les 12 meilleures semaines et pour une période qui s'étend sur 50 semaines.

Les partis de la coalition se sont mis d'accord sur un plan d'investissement de plusieurs dizaines de milliards de dollars visant notamment à venir en aide aux travailleurs ainsi qu'aux secteurs manufacturier et forestier.

CSN et FTQ

Par ailleurs, des syndicats québécois, dont la CSN et la FTQ, ont aussi réagi, hier. « Je comprends que le gouvernement essaie maintenant de recoller les pots cassés, mais mon inquiétude reste entière sur la volonté réelle et la capacité du gouvernement Harper d'aller plus loin sur de réelles mesures pour faire face à la crise », a déclaré la présidente de la CSN, Claudette Carbonneau.

René Roy, secrétaire général de la FTQ, trouve difficile à avaler l'association entre le leader souverainiste Gilles Duceppe et l'ardent fédéraliste et parrain de la Loi sur la clarté, Stéphane Dion.

« On l'avait dénoncé en maudit cette affaire de clarté-là, à la FTQ. Et à la dernière élection fédérale, on en a parlé en masse. La Loi sur la clarté, on l'a encore de travers comme il faut », a-t-il dit.

Mais comme Claudette Carbonneau, il accepte le pacte de coopération, s'il est nécessaire pour défaire le gouvernement Harper.

Paul Gaboury

Presse Canadienne, 30 novembre 2008 - Le taux de chômage devrait augmenter dès cette semaine

Il est malaisé de déterminer le moment où une économie chancelante passe du stade de crise à celui de récession ou même de dépression. Mais les Canadiens le sauront si cela devait se produire.

Jusqu'à présent, la plupart des indicateurs économiques au Canada se sont portés assez bien. Mais les statistiques économiques qui seront publiées cette semaine, plus particulièrement les chiffres concernant le produit intérieur brut du troisième trimestre et le taux d'emploi, devraient refléter la détérioration de la situation.

Et plusieurs analystes croient que la série de «statistiques pas trop désastreuses» tire à sa fin et que de mauvais résultats devraient être rendus publics dès cette semaine.

Selon Mike McCracken, analyste à la firme de recherche économique Infometrica, le taux de chômage représente une donnée importante. Cet indicateur révélera ce

qui s'est passé en novembre après la chute des marchés boursiers, a-t-il expliqué.

Bien des économistes estiment qu'il s'est perdu entre 20 000 et 40 000 emplois durant le mois de novembre au Canada. Et ces chiffres ne seraient que le début d'une glissade qui pourrait se poursuivre pendant encore deux ans.

Le scénario le plus pessimiste de M. McCracken prévoit que le Canada perdra 600 000 emplois durant les deux prochaines années. Par comparaison, il s'est créé au pays environ 300 000 emplois annuellement au cours des dernières années.

La situation économique actuelle n'est pas comparable à celle de la Grande Dépression. Et ce n'est sans doute pas aussi grave que durant le début des années 1990, lorsque le taux de chômage avait atteint dix pour cent. Mais il ne s'agit pas non plus d'une courte récession technique, comme le ministre des Finances du Canada, Jim Flaherty, l'a laissé entendre la semaine dernière.

Douglas Porter, de BMO Marchés des capitaux, ne croit pas que le Canada fera face à une dépression.

«Mais je crois qu'une récession prolongée est tout à fait possible tant et aussi longtemps que les marchés du crédit ne se seront pas stabilisés», a-t-il ajouté.

La situation des marchés du crédit s'est améliorée, mais elle semble maintenant être en voie de se dégrader à nouveau. Pour leur part, les marchés boursiers ont enregistré des chutes toujours plus marquées après chaque rebond.

De plus, le creux dans le marché de l'immobilier américain se fait toujours attendre.

La reprise du marché de l'immobilier aux Etats-Unis sera un élément déclencheur, selon Don Drummond, économiste en chef de la Banque TD. Cela donnera une impulsion à la croissance économique, a-t-il fait valoir.

Julian Beltrame